

Pièce jointe n°15

Eléments appréciant la comptabilité du projet avec le ou les plan(s), schéma(s) ou programme(s) et les mesures fixées associées

9° de l'Art. R. 512-46-4 du code de l'environnement

La présente pièce jointe vise à présenter, s'il y a lieu, les éléments permettant d'apprécier la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes suivants :

- le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement,
- le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement,
- le schéma régional des carrières prévu à l'article L. 515-3,
- le plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement,
- le plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement,
- le plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement,
- le programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement,
- le programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement,
- le plan de protection de l'atmosphère prévu au V de l'article L. 222-4 du code de l'environnement.

Parmi ces documents, compte tenu de la nature du projet et de son emplacement, la compatibilité du projet sera évaluée avec les documents suivants :

- Le SDAGE Martinique 2022-2027 ;
- Le plan de protection de l'atmosphère Martinique, prévu au V de l'article L. 224-4 du code de l'environnement ;

I. COMPATIBILITE AVEC LE SDAGE DU BASSIN DE LA MARTINIQUE

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) de la Martinique 2022-2027 a été approuvé le 17 mai 2022 par l'arrêté préfectoral n°TREL2204277A. Il s'agit du SDAGE en vigueur actuellement.

Le SDAGE de la Martinique s'articule autour de 9 grandes priorités qui sont :

- Tendre vers le zéro pression « assainissement » collectif en 2027 ;
- Mettre aux normes les fosses septiques ;
- Mener une politique sociale de l'eau (solidarité financière, prix de l'eau) ;
- Concilier les usages (eau potable / sécheresse / lutter contre les fuites) ;
- Reconquérir le milieu marin dégradé ;
- Protéger les mangroves ;
- Lutter contre les pollutions pesticides ;
- Renforcer la sensibilisation, la connaissance et la formation ;
- Renforcer la gouvernance de la gestion de l'eau.

Afin de répondre à ces grandes priorités, le SDAGE dispose de 4 Orientations Fondamentales disposant elles-mêmes de sous-orientations. Ces dernières sont déclinées en 127 dispositions. Les 4 Orientations Fondamentales du SDAGE sont présentées ci-dessous :

- Orientation fondamentale n°1 : Concilier les usages humains et les milieux aquatiques ;
- Orientation fondamentale n°2 : Reconquérir la qualité de l'eau et les milieux aquatiques ;
- Orientation fondamentale n°3 : Protéger et restaurer les milieux aquatiques remarquables ;
- Orientation fondamentale n°4 : Connaître pour mieux gérer l'eau et agir sur les comportements.

Les orientations fondamentales et les sous-orientations du SDAGE sont reprises dans le tableau suivant en y ajoutant les mesures mises en place par le projet pour se conformer au SDAGE Martinique :

Orientations SDAGE	Mesures retenues dans le cadre du projet
O.F n°1 : Concilier les usages humains et les milieux aquatiques	
1A – Mieux connaître l'état de la ressource et de nos prélèvements	Cette sous-orientation n'est pas du ressort du porteur de projet.
1B – Mettre en œuvre des actions de gestion durable de la ressource	L'utilisation d'eau sur le site se fera uniquement pour des usages sanitaires. Par conséquent, il n'est pas prévu de cuve de récupération d'eau de pluie par exemple.
1C – Sécuriser et diversifier la ressource en eau	<p>Cette sous-orientation n'est pas du ressort du porteur de projet.</p> <p>L'eau potable utilisée sur site provient du réseau d'eau local.</p>
1D – Développer la gouvernance et la solidarité	Cette sous-orientation n'est pas du ressort du porteur de projet.
O.F n°2 : Reconquérir la qualité de l'eau et des milieux aquatiques	
2A – Diminuer les pollutions domestiques et urbaines	<p>Les eaux usées sanitaires produites au sein de l'établissement rejoignent actuellement une station de traitement individuelle. Dans le cadre de la création d'un bassin étanche, elle sera remplacée et la validation du SPANC d'Odysséen sera sollicitée.</p> <p>Actuellement, les eaux pluviales s'écoulent au sud-ouest du site sans traitement ni tamponnement. Le projet prévoit la création d'un unique bassin étanche pour le tamponnement des eaux pluviales et de confinement des eaux d'extinction. Les eaux seront en amont traitées par un séparateur d'hydrocarbures, avant d'être rejetées dans le milieu naturel.</p> <p>Ces mesures permettront de diminuer les pollutions domestiques et urbaines produites par le site.</p>
2B – Réduire la pollution diffuse par les substances dangereuses	Compte-tenu de l'absence d'utilisation, de manipulation de substances dangereuses sur site, celui-ci ne sera pas à l'origine de pollution diffuse par des substances.
2C – Améliorer les pratiques agricoles	L'activité du site n'est pas concernée par les pratiques agricoles.
2D – Lutter contre l'érosion	Cette sous-orientation n'est pas du ressort du porteur de projet.
O.F n°3 : Protéger et restaurer les milieux aquatiques remarquables	

3A – Gérer durablement les cours d'eau	Cette sous-orientation n'est pas du ressort du porteur de projet.
3B – Préserver le milieu marin	Cette sous-orientation n'est pas du ressort du porteur de projet.
3C – Protéger les mangroves et les zones humides	La protection des mangroves n'est pas du ressort du porteur de projet. Le projet n'est pas concerné par une zone humide.
3D – Favoriser la gestion concertée et la bonne gouvernance	Cette sous-orientation n'est pas du ressort du porteur de projet.
O.F n°4 : Connaître pour mieux gérer l'eau et agir sur les comportements	
4A – Etudier pour mieux connaître les milieux aquatiques	Ces sous-orientation ne sont pas du ressort du porteur de projet.
4B – Pour développer des pratiques innovantes ou plus durables	
4C – Pour mieux communiquer et agir efficacement sur les comportements	

Tableau 1 : Compatibilité du projet avec les orientations du SDAGE (source : SDAGE du bassin de la Martinique)

Dans la mesure où il peut répondre aux sous-orientations du SDAGE, le projet sera conforme au SDAGE Martinique en vigueur.

II. COMPATIBILITE AVEC LE PLAN DE PROTECTION DE L'ATMOSPHERE

Le Plan de Protection de l'Atmosphère de Martinique est un plan d'action arrêté par la préfecture le 21 août 2014. Ses objectifs sont les suivants :

- Réduire les émissions de polluants atmosphériques ;
- Maintenir ou ramener les concentrations de polluants à des niveaux inférieurs aux normes.

Les polluants notamment concernés sur l'île sont les poussières fines PM10, parfois accentuées par lors des épisodes de brumes de sable du Sahara, ainsi que le dioxyde d'azote NO2. Cette pollution est principalement liée aux transports, touchant plusieurs agglomérations de la Martinique, dont Le Lamentin.

Des mesures pérennes sont prises au titre du PPA de Martinique et sont déclinées en plusieurs actions. Ces dernières sont définies par les parties prenantes et sont au nombre d'une vingtaine. Elles s'articulent autour de 3 grands thèmes : le transport (réduction du trafic ; amélioration des flottes de véhicules) ; les comportements individuels (interdiction du brûlage à l'air libre) et l'industrie.

Ces actions peuvent être :

- Réglementaires (R) : obligation, interdiction, déclinaison par voie d'arrêté préfectoral ou arrêté de police ;
- Volontaires (V) : engagement d'un ou plusieurs acteurs ;
- D'accompagnement (A) : promotion, communication et sensibilisation.

Les mesures pérennes et les actions prises au titre du PPA de Martinique sont reprises dans le tableau suivant en y ajoutant les mesures mises en place par le projet afin de se conformer au Plan de Protection de l'Atmosphère du territoire.

Mesures prises au titre du PPA	Mesures retenues dans le cadre du projet
TRANSPORTS	
Mesures pérennes : réduire le trafic	
Mesure pérenne n°1 : Plans de déplacement d’administrations, d’entreprises et scolaires	
A1 (V) : Inciter à l’établissement d’un Plan de déplacement des administrations (PDA) dans le périmètre du PPA.	Le site n’est pas concerné par un PDA.
A2 (V) : Promouvoir et inciter les entreprises à se doter des Plans de déplacement des entreprises (PDE) dans le périmètre du PPA.	L’entreprise ne dispose pas de PDE à ce jour (non obligatoire)
A3 (V) : Inciter les collectivités à mettre en place des plans de déplacement pour les établissements scolaires (PDES)	Le site n’est pas concerné par un PDES.
Mesure pérenne n°2 : Covoiturage	
A4 (V) : Mettre en place et promouvoir un site Internet martiniquais de covoiturage	Cette mesure n’est pas du ressort du porteur de projet.
Mesure pérenne n°3 : Développement des transports actifs et mobilités douces	
A5 (R) : Intégrer un volet « transports actifs et mobilités douces » dans les projets d’urbanisme	Ces mesures ne sont pas du ressort du porteur de projet.
A6 (R) : Promouvoir l’écomobilité à travers la mise en place d’équipements adaptés : trottoirs, pistes cyclables, stationnement sécurisés pour les vélos...	
A7 (V) : Inciter la création d’un poste de conseiller en « mobilité » dans les ZAC	
A8 (V) : Inciter à l’écomobilité : augmenter le nombre des parking-relais et créer des systèmes de taxis relais pour les ZAC	
A9 (V) : Introduire dans le cahier des charges des transporteurs une formation obligatoire à l’écoconduite (permis vert)	
Mesure pérennes n°4 : Développement des transport en commun	
A10 (R) : Intégrer dans les projets d’urbanisme la prise en compte des transports en commun ; conditionner la création de nouvelles implantations commerciales à leur desserte en transports en commun	Ces mesures ne sont pas du ressort du porteur de projet.
A11 (V) : Améliorer les transports en commun en réservant – à l’instar du TCSP – des voies	

réservées aux bus et en améliorant les aménagements (abribus)	
A12 (A) : Améliorer l'information des voyageurs sur les transports collectifs et les possibilités de report modal, à l'échelle de l'île	
A13 (A) : Améliorer la connaissance sur les pratiques de la population en matière de transports	
A14 (V) : Développer le transport maritime de personnes (Trans-rade, puis Nord-Caraïbes)	
A15 (V) : Développer le transport maritime des marchandises (report modal du transport de matériaux de carrières)	
Mesure pérenne n°5 : Réguler et fluidifier le trafic	
A16 : Réguler la vitesse par graduation décroissante avant l'entrée des communes	Ces mesures ne sont pas du ressort du porteur de projet.
A17 : Mettre en place des zones 30 dans le cœur des bourgs	
TRANSPORTS	
Mesure pérenne : améliorer les performances environnementales des flottes de véhicules	
A18 (V) : Renforcer les contrôles des émissions polluantes des véhicules	Cette mesure n'est pas du ressort du porteur de projet.
A19 (V) : Inciter au renouvellement des flottes captives de l'Etat (Etat exemplaire) et des collectivités	Cette mesure n'est pas du ressort du porteur de projet.
COMPORTEMENTS INDIVIDUELS	
Mesure pérenne : le brûlage	
A20 (R,A) : Rappeler l'interdiction de brûlage des déchets verts aux communes et aux services de police et de gendarmerie	Le site ne sera pas à l'origine de déchets verts.
A21 (A) : Coupler l'information sur la collecte des déchets verts et leur filière à la communication sur l'interdiction du brûlage à l'air libre et aux risques sanitaires liés à cette pratique	Cette mesure n'est pas du ressort du porteur de projet.
A22 (A) : Inciter les maires à sanctionner en cas de non respect de la réglementation	Cette mesure n'est pas du ressort du porteur de projet.
A23 (A) : Développer des solutions alternatives au brûlage dans le cadre de prévention des déchets	Cette mesure n'est pas du ressort du porteur de projet.
INDUSTRIES	

Mesures pérennes	
Mesure pérenne n°1 : Diminuer l'impact de l'activité des carrières et du transport des matériaux	
A24 (R) : Contrôler la mise en place des actions correctives visant à limiter les émissions de poussières	L'activité du site n'est pas en lien à celle des carrières et du transport des matériaux.
A25 (R) : Renforcer les contrôles de bâchage des camions	
A26 (A) : Sensibiliser les chauffeurs routiers sur l'impact sanitaire de poussières	
Mesure pérenne n°2 : Amélioration des connaissances sur les émissions de l'industrie	
A27 (A) : Evaluer les gains d'émissions obtenus avec la mise en place de la nouvelle centrale EDF	Cette mesure n'est pas du ressort du projet.
A28 (A) : Améliorer les connaissances autour des installations les plus émettrices	Cette mesure n'est pas du ressort du projet.
A29 (R) : Appliquer les meilleures technologies disponibles (MTD) aux installations ICPE	L'établissement, en tant qu'ICPE classée sous la rubrique 1510 (E) n'est pas soumise à l'application de MTD (site non classé à autorisation sous une rubrique 3000)

Dans la mesure où il peut répondre aux mesures pérennes du Plan de protection de l'atmosphère, le projet sera conforme au PPA de Martinique en vigueur.